



Liberté pour Sevil Sevimli !

Le cas de Sevil

Sevil Sevimli est une jeune étudiante franco-turque. Partie faire ses études en Turquie pendant une année dans le cadre de l'échange Erasmus, elle a été arrêtée en mai dernier par la police et est depuis accusée d'appartenir à un groupe qualifié de terroriste par le régime d'Ankara. Les seules preuves à charge dans son dossier ? Elle possède des ouvrages de Karl Marx et a participé à la manifestation du 1er mai 2012 qui est pourtant autorisée, d'avoir milité pour la gratuité de l'enseignement supérieur en Turquie. Suspectée de terrorisme, elle passe en procès devant un tribunal militaire et risque jusqu'à 32 années de prison.

L'audience du 16 janvier a décidé d'une nouvelle date de procès le 15 février prochain. En attendant, Sevil ne peut pas quitter le territoire turc, ne peut pas poursuivre ses études en France, à l'Université Lyon 2 où elle était inscrite !

La répression en Turquie

Les droits démocratiques ne semblent pas être le point fort du gouvernement de Recep Erdogan. En effet, au delà du cas de Sevil, une dizaine d'étudiants ont été arrêtés en même temps qu'elle et risquent eux aussi la prison.

Le phénomène continue de s'étendre. Ainsi, lors d'une manifestation dans une université d'Ankara contre la venue du premier ministre turc, les étudiants qui protestaient ont été pourchassés par la police qui assiégeaient littéralement l'université.

Le cas du peuple kurde est lui aussi le symptôme de la folie sécuritaire du gouvernement turc. Plus de 3 000 étudiants kurdes ont été arrêtés ces derniers mois à cause de leur origine.

Les accords Guéant de 2011

Lors d'une visite diplomatique en Turquie, Claude Guéant, alors ministre de l'intérieur, a signé avec le gouvernement turc un accord qui permet aux forces de l'ordre en France d'arrêter et d'extrader des ressortissants turques (comprendre ici des Kurdes), parce que considérés par Ankara comme terroriste. Et cela peu importe s'ils ont le statut de réfugiés politiques.

Ces accords représentent un moyen supplémentaire pour Ankara d'attaquer la cause kurde qui souhaite le respect des droits démocratiques. Pour information, les Kurdes sont environ 20 millions en Turquie et subissent une répression terrible (enlèvements, emprisonnement y compris d'élus locaux).



Union des Etudiants Communistes

